ETI

ENQUÊTE 2015

ETI

ENQUÊTE 2015

SYNTHÈSE 4-7

1 PROFIL 8-23

2 ACTIVITÉ 24-33

3 EMPLOI 34-39

4 SITUATION FINANCIÈRE 40-43

5 CROISSANCE INTERNE 44-49

6 CROISSANCE EXTERNE 50-59

7 FINANCEMENTS EXTERNES 60-67

8 MÉTHODOLOGIE 68-71

SYNTHÈSE

LES ETI ANTICIPENT UNE ACCÉLÉRATION DE LEUR ACTIVITÉ EN 2015, TIRÉE PAR LES ENTREPRISES INTERNATIONALISÉES ET INNOVANTES. LES INVESTISSEMENTS ONT SENSIBLEMENT PROGRESSÉ EN 2014 ET DEVRAIENT DE NOUVEAU S'ACCROÎTRE EN 2015.

Ces résultats proviennent de la cinquième enquête annuelle menée conjointement par la **DGE** et **Bpifrance** auprès des 3 058 entreprises de taille intermédiaire (ETI) nationales[1], en avril 2015. L'analyse porte sur l'échantillon redressé de 483 ETI.

[1] ETI dont la tête de groupe est en France.

L'international tire les anticipations pour 2015

Après une croissance encore modérée de leur activité en 2014, les ETI nationales prévoient une sensible accélération en 2015.

L'environnement international plus favorable, marqué par la reprise en zone euro et la baisse du taux de change, profite aux ETI fortement internationalisées (réalisant plus du quart de leur activité à l'international), plus nombreuses en 2014 et qui sont les plus optimistes pour 2015.

En termes sectoriels, l'amélioration est sensible chez les ETI des Services (TIC, Services aux entreprises) tandis que les perspectives restent robustes dans l'Industrie. En revanche dans le Commerce, le Transport et la Construction, l'accélération n'est toujours pas en vue.

Une amélioration des perspectives qui profiterait à l'investissement

L'amélioration anticipée pour 2015 s'appuierait d'une part sur le développement des investissements matériels et immatériels en interne, d'autre part sur la multiplication des opérations de croissance externe, tant en France qu'à l'étranger.

Les investissements de croissance interne ont sensiblement augmenté l'an dernier et devraient poursuivre leur accélération en 2015, notamment chez les ETI internationalisées, chez celles qui innovent et qui se situent dans les secteurs de l'Industrie et des Services.

Cette progression se réalise dans un contexte de relâchement des contraintes de développement perçues par les ETI, tant du côté des marges que des conditions d'accès au financement, en net assouplissement avec un coût du crédit historiquement faible.

Les opérations de croissance externe se sont multipliées en 2014 et les projets de création de filiales ou de prise de participations pour 2015 sont également en hausse. En effet, 16 % des ETI ont un projet ferme de création de filiale ou de prise de participations à l'étranger, l'Union européenne étant plus que jamais la principale zone d'implantation ciblée, assez loin devant l'Asie et l'Afrique qui attire cependant de plus en plus les ETI françaises.

Des ETI encore prudentes sur l'emploi en 2015

Les anticipations sur l'emploi sont toutefois toujours mitigées. Le redressement des perspectives d'activité tire les intentions d'embauche en France dans les TIC et les Services aux entreprises, tandis que l'environnement international plus favorable impacterait davantage les effectifs à l'étranger pour les ETI industrielles.
Globalement, l'emploi en France reste pénalisé par les secteurs fortement liés à la demande intérieure (Construction, Commerce, Transports et Hébergement), réduits à la prudence face à une reprise encore très fragile et qui reste à consolider.

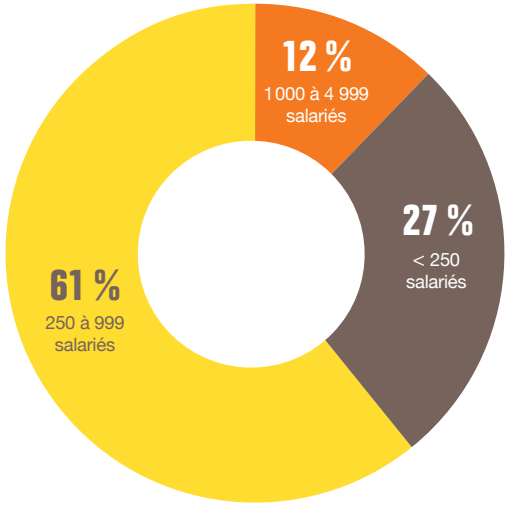
Cette enquête conjointe **DGE-Bpifrance,** consultable sur le site bpifrancelelab.fr, a fait l'objet d'une synthèse dans « Le 4 pages » de la **DGE** (N°44, juin 2015).

01.

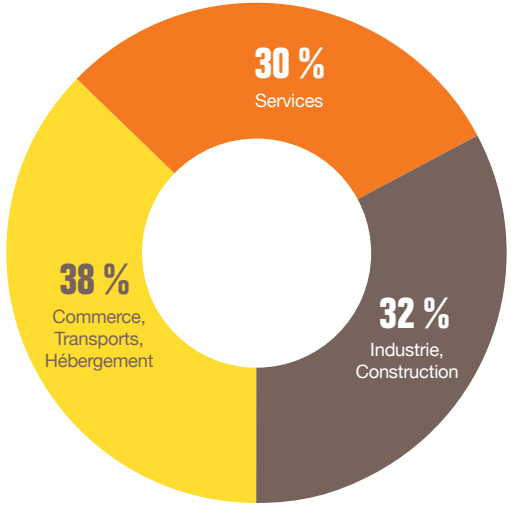
PROFIL DES ETI NATIONALES

Caractéristiques des 3 058 ETI nationales

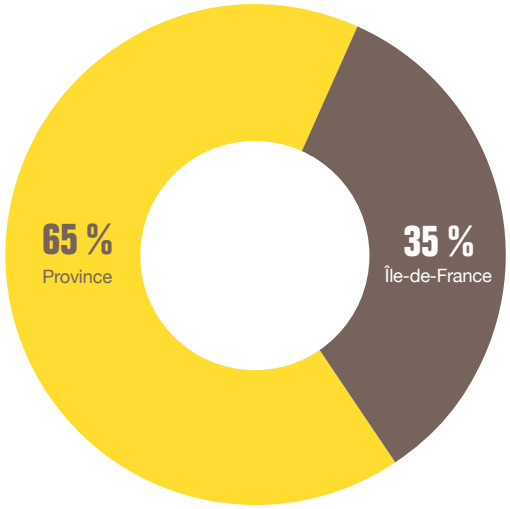
• RÉPARTITION DES ETI PAR TAILLE



• RÉPARTITION DES ETI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ



• RÉPARTITION DES ETI PAR RÉGION



Source : **DGE,** INSEE.

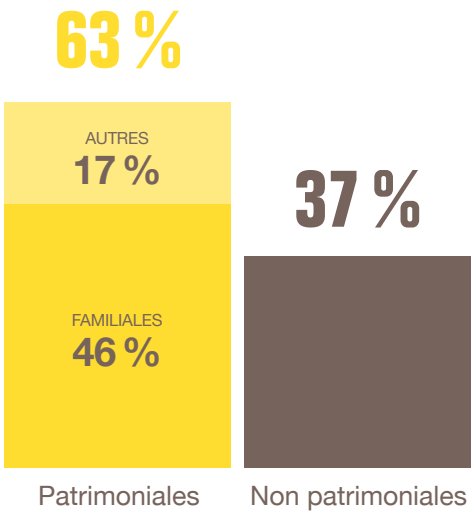
Caractéristiques des 483 ETI de l'échantillon

Structure capitalistique

Près des deux-tiers (63 %) des ETI sont des entreprises « patrimoniales[1] », leur capital étant détenu à 50 % et plus par une ou plusieurs personnes physiques nommément connues. Les trois-quarts (74 %) d'entre elles sont dites « familiales », l'entreprise appartenant à une seule personne ou un lien de parenté existant entre les détenteurs du capital. Ces entreprises familiales représentent 46 % des ETI.

Selon le niveau de contrôle du capital par ces personnes, le caractère patrimonial de ces ETI est plus ou moins prononcé : les fortement patrimoniales (100 % du capital) et les moyennement patrimoniales (50 % à moins de 100 %).

- **RÉPARTITION DES ETI SELON LEUR CARACTÈRE PATRIMONIAL**

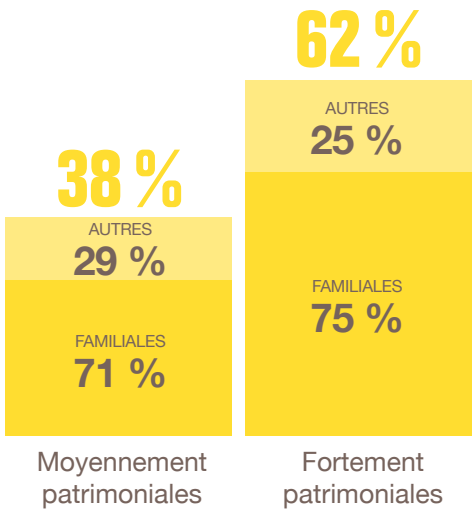


Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

[1] Entreprises dont au moins la moitié du capital social est détenu par des personnes physiques nommément connues. Elles sont dites « familiales » si celles-ci ont un lien de parenté entre elles.

- **RÉPARTITION DES ETI PATRIMONIALES SELON LE NIVEAU DE CONTRÔLE DU CAPITAL**



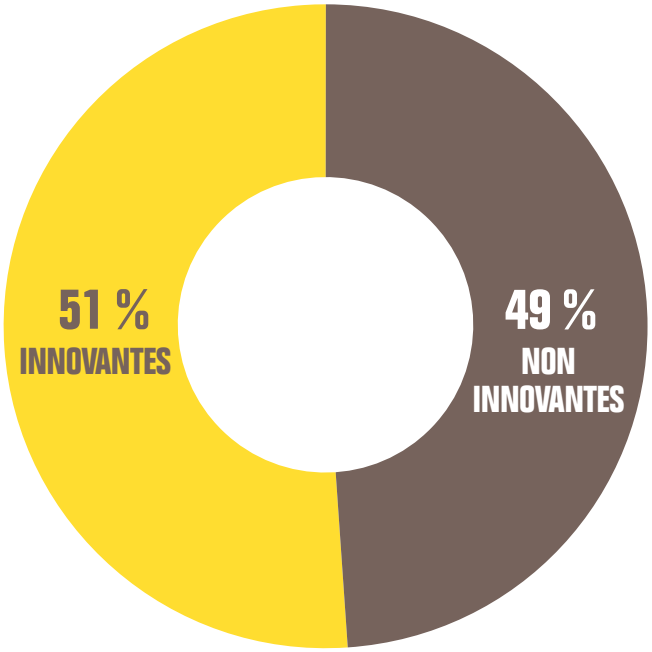
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

ETI et innovation

En 2014, une ETI sur deux a innové, essentiellement en finançant des frais de recherche et développement et en déposant des brevets. Dans l'Industrie, 80 % des ETI sont innovantes, 55 % dans le secteur des Services aux entreprises.

• RÉPARTITION DES ETI SELON LEUR CARACTÈRE INNOVANT

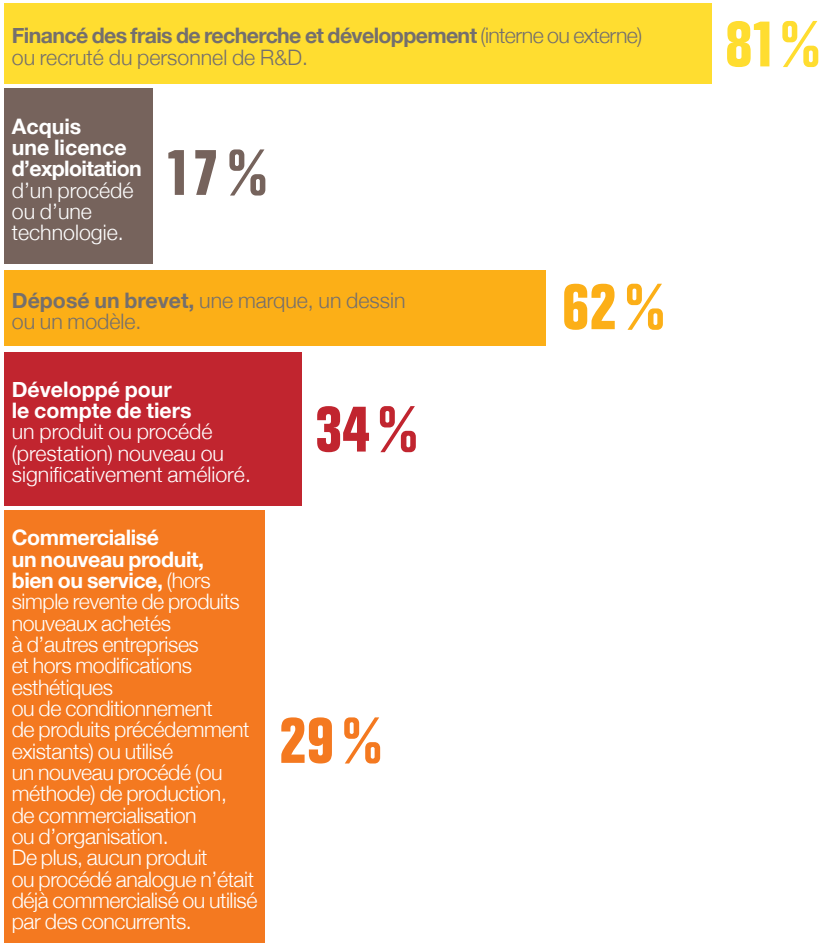


Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

• ETI INNOVANTES : CARACTÉRISATION DES ACTIONS (AU COURS DES 3 DERNIÈRES ANNÉES)

Une entreprise est qualifiée « innovante » si elle a réalisé au moins une des 5 mesures suivantes au cours des 3 dernières années :



Base : échantillon redressé.

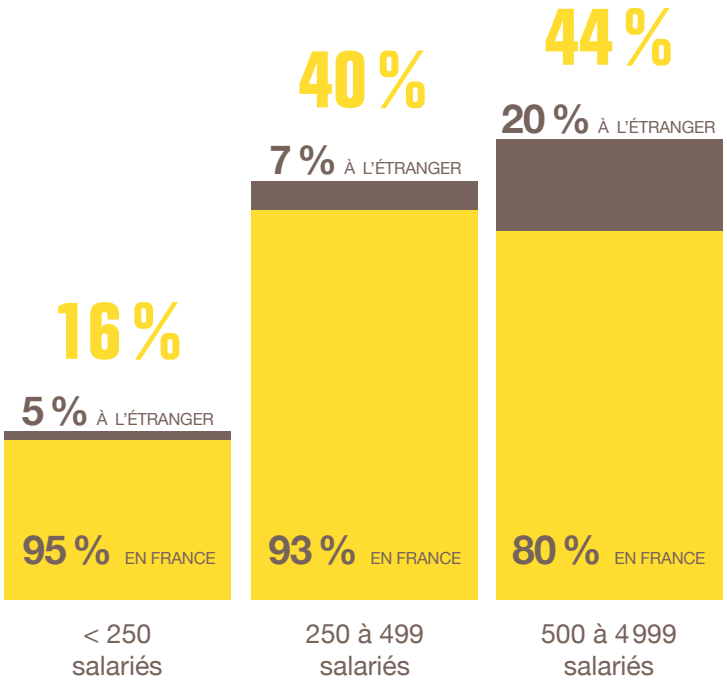
Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Emploi

Plus de la moitié des ETI ont moins de 500 salariés.

La moitié des ETI ont moins de 442 salariés (moins de 400 en France) et un quart plus de 800 (plus de 690 en France). En 2014, 83 % des effectifs salariés des ETI se situent en France et seuls 17 % à l'étranger.

• RÉPARTITION PAR CLASSE D'EFFECTIF AVEC VENTILATION DES EFFECTIFS EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER

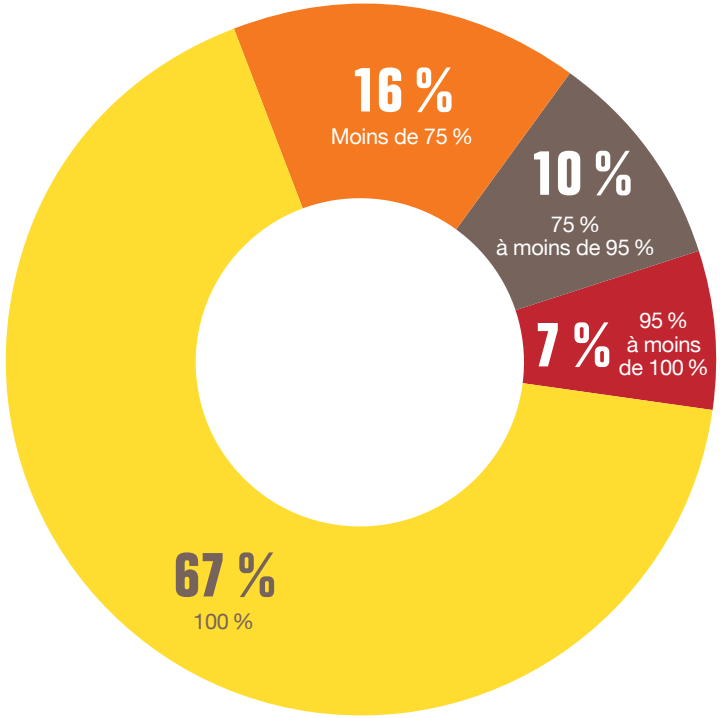


Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Les ETI sont principalement implantées en France : 67 % y ont la totalité de leur effectif et 84 % y ont plus des trois quarts. Les 16 % d'ETI ayant moins de 75 % de leur effectif en France, donc avec une forte présence à l'international, sont pour plus des deux tiers (70 %) des entreprises de 500 salariés ou plus.

• RÉPARTITION DES ETI SELON LA PART D'EFFECTIF EN FRANCE



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Activité à l'international

Deux ETI sur cinq ont une activité à l'international.

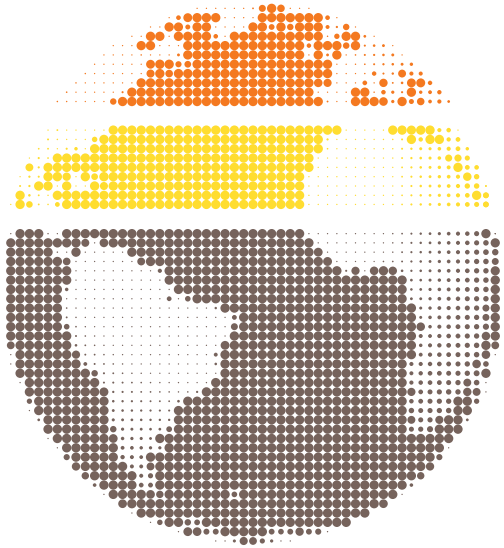
Le pourcentage moyen du chiffre d'affaires réalisé hors de France est de 16 % et 24 % des ETI effectuent au moins le quart de leur activité en dehors de l'Hexagone.

Le poids moyen de l'international dans l'activité consolidée croît avec la taille de l'entreprise : il est de 13 % pour les ETI de moins de 500 salariés et de 21 % pour celles de 500 à 5 000 salariés. L'innovation est un facteur encore plus discriminant : les ETI classées innovantes réalisent en moyenne 24 % de leur activité à l'international, soit 3 fois plus que les « non innovantes ».

Près des deux tiers (62 %) des ETI très internationalisées appartiennent au secteur de l'Industrie.

En moyenne, 61 % de l'activité internationale des ETI se fait au sein de l'Union européenne et 37 % dans le reste du monde.

- **RÉPARTITION DES ETI SELON LA PART DU CA À L'INTERNATIONAL**



24 % **FORTE** INTERNATIONALISATION
DE 25 % ET PLUS DU CA

17 % INTERNATIONALISATION **MOYENNE**
DE 5 À MOINS DE 25 % DU CA

59 % **PAS OU PEU** D'INTERNATIONALISATION
MOINS DE 5 % DU CA

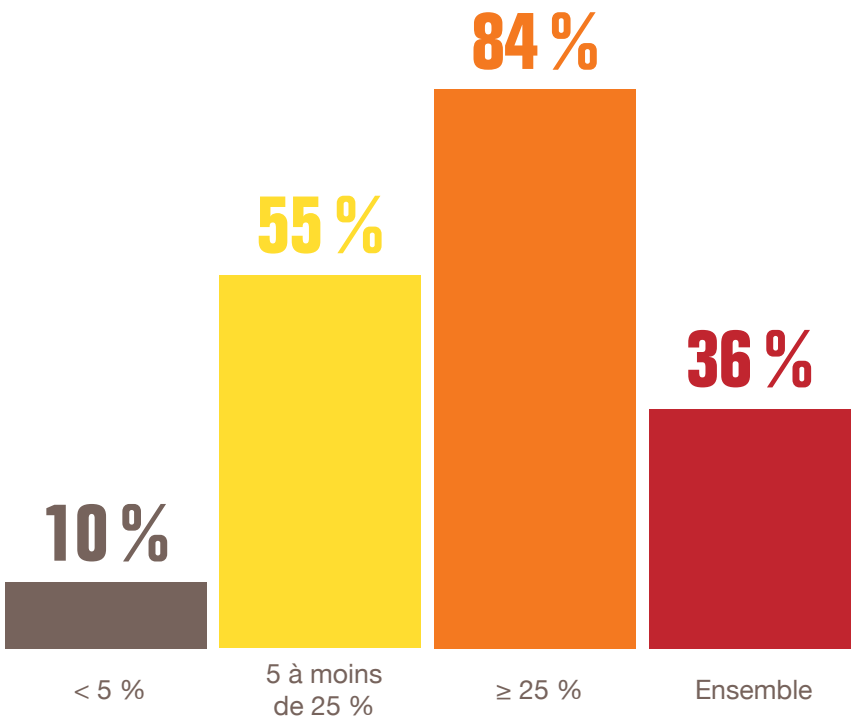
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Implantation à l'étranger

Les ETI, dans leur ensemble, ont en moyenne un peu plus de 2 filiales implantées à l'étranger.

- **PROPORTION DES ETI AYANT AU MOINS UNE FILIALE À L'ÉTRANGER SELON LA PART DU CA À L'INTERNATIONAL**



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Toutefois, seules 36 % des ETI ont au moins une implantation à l'étranger. L'analyse qui suit porte sur cette population.

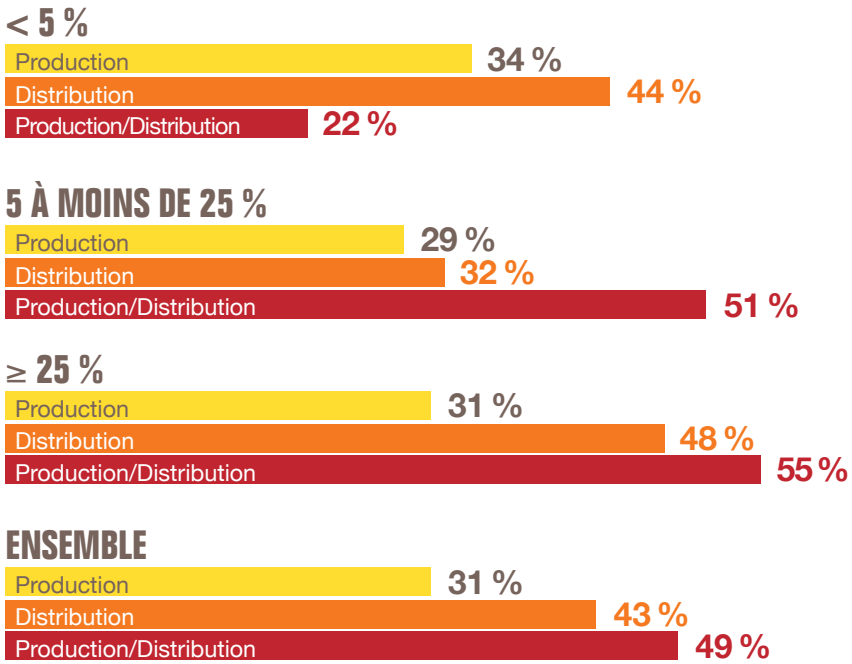
Ces ETI ont, en moyenne, un peu plus de 6 filiales. Ce chiffre augmente bien évidemment avec le poids de l'international dans l'activité : les ETI très internationalisées qui représentent 57 % de cette population (*vs* 24 % pour l'ensemble des ETI), disposent en moyenne de près de 9 filiales hors de France, celles moyennement internationalisées de 4 et celles peu ou pas internationalisées de quasi 3 filiales.

Au total, les trois quarts (76 %) des filiales et co-entreprises à l'étranger dépendent des ETI très internationalisées et 82 % d'ETI innovantes.

La nature des implantations à l'étranger, de production et/ou de distribution, dépend du degré d'internationalisation.

Les filiales à l'étranger peuvent être soit spécialisées dans la production ou dans la distribution, soit des structures mixtes. Pour les ETI peu ou pas internationalisées, les filiales sont le plus souvent spécialisées, notamment dans la distribution (44 % de ces ETI disposant de telles filiales). Pour les ETI moyennement et fortement internationalisées, plus de la moitié d'entre elles ont des filiales mixtes.

• RÉPARTITION DES ETI SELON LA PART DU CA À L'INTERNATIONAL ET LE TYPE DE LA FILIALE



Base : échantillon redressé - ETI ayant au moins une filiale à l'étranger.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Les filiales à l'étranger sont principalement implantées dans l'Union européenne. Quatre ETI sur cinq avec filiales étrangères y ont une ou plusieurs implantations.

Plus d'un tiers (35 %) également sont présentes en Asie et en Amérique du Nord et près de 30 % en Afrique et Océanie.

• ZONE D'IMPLANTATION DES ETI À L'ÉTRANGER

79 % UE
35 % AMÉRIQUE DU NORD
35 % ASIE
29 % AFRIQUE + OCÉANIE
24 % EUROPE hors UE
21 % AMÉRIQUE LATINE

Base : échantillon redressé - ETI ayant au moins une filiale à l'étranger.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

02.

ACTIVITÉ

LES ETI NATIONALES PRÉVOIENT UNE LÉGÈRE ACCÉLÉRATION DE LEUR CROISSANCE EN 2015, PLUS PRONONCÉE PARMI LES ENTREPRISES INTERNATIONALISÉES ET LES « NON FAMILIALES »

En avril 2015, 43 % des ETI nationales[1] anticipent une hausse de leur chiffre d'affaires consolidé sur l'année contre 15 % seulement une diminution. Le solde prévisionnel d'évolution de l'activité[2] s'établit donc à + 28, au lieu de + 23 début 2014, ce qui le rapproche de sa valeur moyenne sur cinq ans (+ 30,6).

Les perspectives de croissance en 2015 sont toujours très corrélées à la taille de l'entreprise. Elles sont deux fois plus élevées chez les ETI de 500 à 5 000 salariés (indicateur à +41) que chez celles employant moins de 500 salariés (+19). Cependant, les anticipations de ces dernières se sont nettement redressées en un an.

Les anticipations demeurent un peu supérieures à la moyenne dans l'Industrie (+36), dans la même tendance qu'en 2014 (+37). L'amélioration attendue la plus nette provient du secteur des Services[3], dont l'indicateur avancé progresse de 15 points à +42, tandis que celui de la Construction annonce une stabilisation de l'activité (indicateur nul) après un net recul en 2014 (-18).

L'accélération anticipée de l'activité provient essentiellement des ETI internationalisées. L'indicateur prévisionnel gagne 9 points sur un an, à +49, chez celles qui réalisent plus du quart de leur chiffre d'affaires à l'international (exportations de France + activité des filiales situées à l'étranger). En outre, les ETI qui emploient plus du quart de leurs effectifs hors de France affichent un indicateur prévisionnel d'activité record, à +61 (idem en 2014). A contrario, celui des ETI dont la totalité des salariés sont employés en France, à +19, est sensiblement inférieur à la moyenne (+28), même s'il progresse de 7 points sur douze mois. L'amélioration attendue en 2015 par ces ETI « hexagonales » provient de celles qui réalisent plus du quart de leur activité à l'exportation.

Les ETI innovantes sont plus optimistes que les autres. Leur indicateur d'activité pour 2015 ressort à +39, contre +17 pour les « non innovantes ».

Les entreprises « familiales[4] » ont des anticipations de croissance à court terme plus faibles que les autres. Ces dernières ont un indicateur avancé pour 2015 à +21, en recul de 4 points par rapport à l'an passé, contre +31 pour les autres, en hausse de 10 points. Cet écart pourrait s'expliquer par une forte présence des ETI familiales dans les secteurs aval.

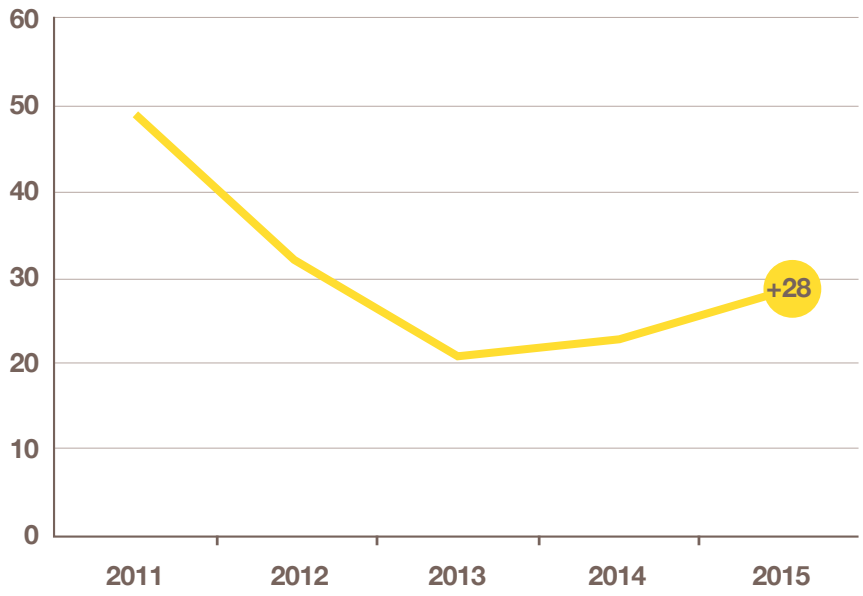
(1) Définition des ETI : cf. méthodologie.

(2) Solde d'opinion : cf. méthodologie.

(3) Activités spécialisées, scientifiques et techniques, activités de soutien, information et communication, enseignement santé et action sociale, activités immobilières, activités financières et autres activités de Services.

(4) Entreprise dont au moins de la moitié du capital social est détenu par des personnes physiques nommément connues ayant un lien de parenté entre elles.

• PRÉVISIONS D'ÉVOLUTION DU CA POUR 2015
(SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

• PRÉVISIONS D'ACTIVITÉ DES ETI EN 2015
(SOLDE D'OPINION EN %)

	PART DES ETI CONCERNÉES	SOLDE D'OPINION	SOLDE D'OPINION Rappel mars 2014
TAILLE			
< 250 salariés	16 %	+ 18	+ 1
250 à 499 salariés	40 %	+ 19	+ 13
500 à 4 999 salariés	44 %	+ 41	+ 39
SECTEURS			
Industrie, Construction	32 %	+ 30	+ 26
Dont Industrie	27 %	+ 36	+ 37
Commerce, Transports, Hébergement	38 %	+ 16	+ 16
Services	30 %	+ 42	+ 27
PART DU CA À L'INTERNATIONAL EN 2014			
Moins de 5 %	59 %	+ 19	+ 13
5 % à moins de 25 %	17 %	+ 32	+ 36
25 % et plus (ETI très internationalisées)	24 %	+ 49	+ 40
PART DES EFFECTIFS EN FRANCE EN 2014			
Moins de 75 % (ETI très internationnalisées)	16 %	+ 61	+ 61
75 % à moins de 95 %	10 %	+ 29	+ 38
95 % à moins de 100 %	7 %	+ 44	+ 44
100 %	67 %	+ 19	+ 12
CLASSIFICATION "INNOVANTES"			
ETI innovantes	51 %	+ 39	+ 32
ETI non innovantes	49 %	+ 17	+ 11
STATUT DU CAPITAL			
Non patrimonial	37 %	+ 35	+ 28
Patrimonial	63 %	+ 24	+ 20
Dont familial	46 %	+ 21	+ 25
ENSEMBLE DES ETI	100 %	+ 28	+ 23

Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

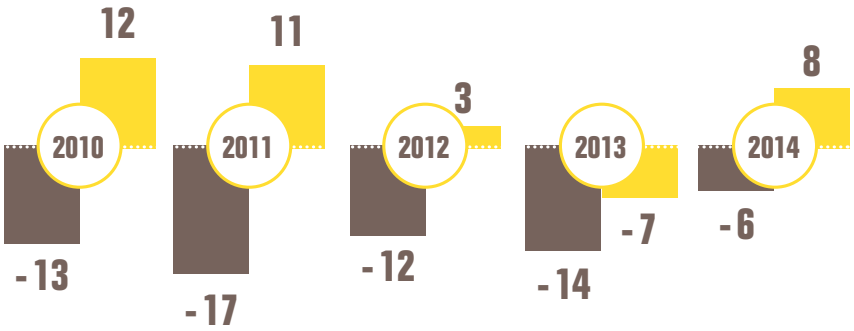
Lecture : 44 % des ETI emploient de 500 à 4 999 salariés. Le solde prévisionnel d'évolution de leur activité en 2015 s'établit à +41, contre +39 prévu en mars 2014 pour cette année-là.

Exportations

Les objectifs fixés ont globalement été atteints pour la première fois depuis 2010

En 2014, les ETI « fortement internationalisées » ont dans leur grande majorité atteint ou dépassé leurs objectifs à l'exportation, contrairement à l'année précédente. Pour leur part, les ETI « moyennement internationalisées » les ont presque atteints, avec un indicateur au plus haut sur ce point depuis 2010, à - 6 contre - 14 en 2013. Le net recul du cours de l'euro au second semestre 2014 a sans doute facilité cette performance.

• **INDICATEUR DE RÉALISATION DES OBJECTIFS À L'EXPORTATION**
(EN SOLDE D'OPINION POUR L'ANNÉE ÉCOULÉE)



Part du CA à l'international :
- 5 % à moins de 25 % (17 % des ETI en 2014)
- 25 % et plus (24 % des ETI en 2014)

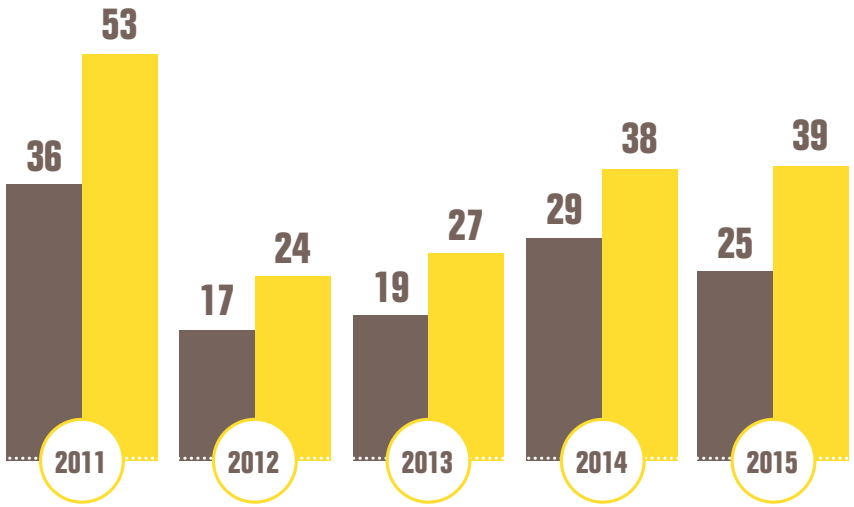
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Les prévisions d'évolution des exportations en 2015 sont toujours optimistes pour les ETI très internationalisées

L'activité à l'international des ETI devrait poursuivre sa croissance soutenue en 2015 chez les entreprises « très internationalisées » mais ralentir un peu chez celles « moyennement internationalisées ».

• **INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE L'ACTIVITÉ À L'EXPORTATION**
(EN SOLDE D'OPINION POUR L'ANNÉE EN COURS)



Part du CA à l'international :
- 5 % à moins de 25 % (17 % des ETI en 2014)
- 25 % et plus (24 % des ETI en 2014)

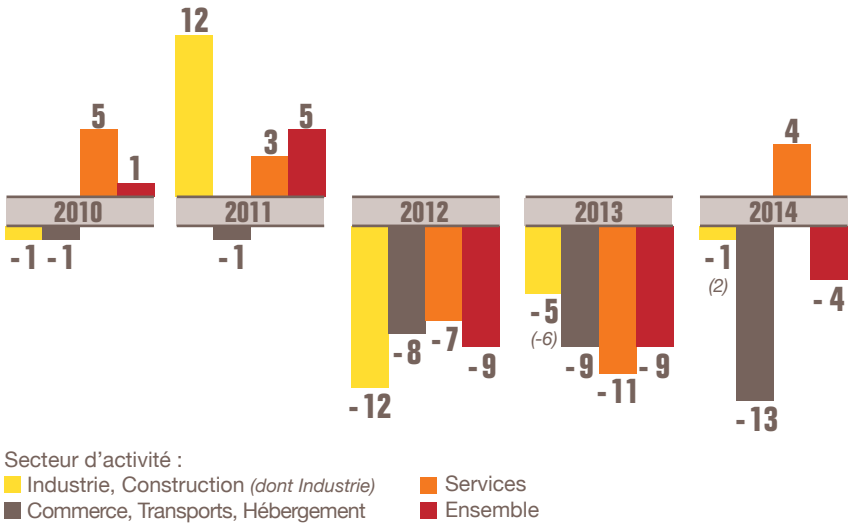
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Les carnets de commandes se sont un peu regarnis en 2014

Le niveau des carnets de commandes ou réservations reçues en 2014 est en léger redressement par rapport aux deux années précédentes, avec un solde d'opinion à -4[1], en hausse de 5 points par rapport à 2013.
L'amélioration est particulièrement sensible dans l'Industrie (hausse de 8 points, à +2) et les Services (plus 15 points, à +4).

- **INDICATEUR DES CARNETS DE COMMANDES PASSÉES**
  (EN SOLDE D'OPINION POUR L'ANNÉE ÉCOULÉE)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Les carnets de commandes se sont regarnis en 2014 chez les ETI innovantes, avec un indicateur nul, en hausse de 9 points sur un an. Ils sont demeurés médiocres chez les ETI non innovantes, à -8 (idem 2013).

[1] Solde des pourcentages des opinions opposées : 13 % « bien garnis » moins 17 % « faibles » en 2014.

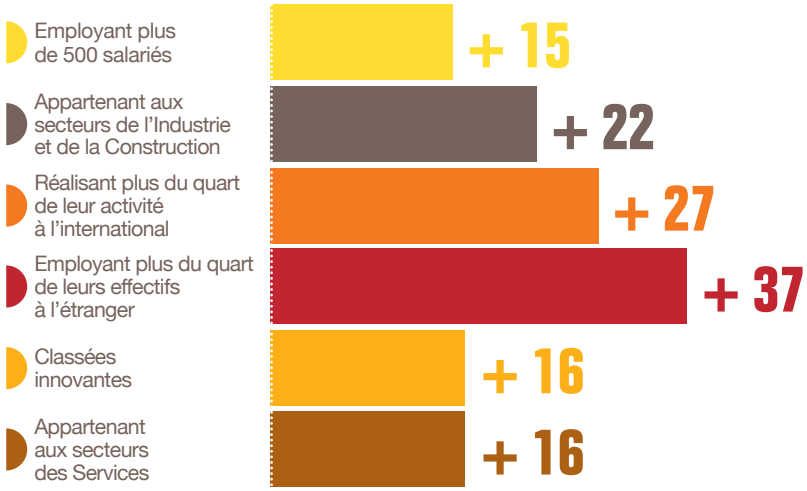
Ils ont rebondi chez les entreprises fortement internationalisées, où l'indicateur passé des carnets est remonté de 21 points en 2014, à +11, tandis qu'il est demeuré au plus bas, à -12, chez les ETI qui n'exportent pas du tout ou moins de 5 % de leur production.

L'indicateur passé des commandes est sensiblement plus élevé chez les ETI non patrimoniales (+6, en hausse de 10 points) que chez les ETI familiales (-13, en recul de 6 points).

Une poursuite du renforcement de la demande est escomptée en 2015

L'indicateur prévisionnel des carnets de commandes ou de réservations progresse encore de 2 points en un an, à +8.

- **IL EST SIGNIFICATIVEMENT PLUS ÉLEVÉ QUE LA MOYENNE CHEZ LES ETI PRÉSENTANT LES CARACTÉRISTIQUES SUIVANTES :**
  (SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

03.

EMPLOI

MALGRÉ LE MIEUX ESPÉRÉ SUR L'ACTIVITÉ, DES PERSPECTIVES D'EMBAUCHE ENCORE TRÈS PRUDENTES

• PRÉVISIONS D'ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF SALARIÉS DES ETI EN 2015
(EN SOLDE D'OPINION)

	PART DES ETI CONCERNÉES	ÉTRANGER (Rappel mars 2014)	FRANCE (Rappel mars 2014)
TAILLE			
< 250 salariés	16 %	+ 3 (- 1)	+ 13 (+ 6)
250 à 499 salariés	40 %	+ 1 (+ 5)	+ 1 (+ 9)
500 à 4 999 salariés	44 %	+ 23 (+ 23)	+ 10 (+ 17)
SECTEURS			
Industrie, Construction	32 %	+ 18 (+ 18)	0 (+7)
Dont Industrie	27 %	+ 21 (+ 21)	+ 3 (+ 10)
Commerce, Transports, Hébergement	38 %	+ 3 (+8)	+ 4 (+ 13)
Services	30 %	+ 14 (+ 9)	+ 18 (+ 17)
PART DU CA À L'INTERNATIONAL EN 2014			
Moins de 5 %	59 %	- 1 (+ 3)	+ 1 (+ 12)
5 % à moins de 25 %	17 %	+ 17 (+ 16)	+ 19 (+ 21)
25 % et plus (ETI très internationalisées)	24 %	+ 38 (+ 35)	+ 10 (+ 10)
PART DES EFFECTIFS EN FRANCE EN 2014			
Moins de 75 % (ETI très internationnalisées)	16 %	+ 61 (+ 57)	+ 13 (+ 17)
75 % à moins de 95 %	10 %	+ 16 (+ 29)	+ 18 (+ 17)
95 % à moins de 100 %	7 %	+ 5 (+ 15)	+ 33 (+ 49)
100 %	67 %	+ 0 (0)	+ 1 (+ 8)
CLASSIFICATION "INNOVANTES"			
ETI innovantes	51 %	+ 22 (+ 19)	+ 14 (+ 16)
ETI non innovantes	49 %	+ 1 (+ 4)	+ 7 (+ 8)
STATUT DU CAPITAL			
Non patrimonial	37 %	+ 14 (+ 15)	+ 12 (+ 12)
Patrimonial	63 %	+ 9 (+ 9)	+ 4 (+ 13)
Dont familial	46 %	+ 10 (+ 11)	0 (+ 15)
ENSEMBLE DES ETI	100 %	+ 11 (+ 12)	+ 7 (+ 13)

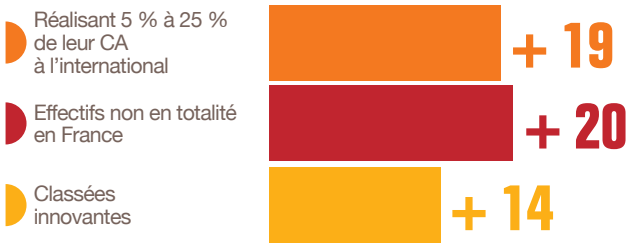
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

La hausse des effectifs devrait décélérer en France…

Les ETI prévoient un sensible ralentissement de la croissance de leurs effectifs en France, avec un indicateur prévisionnel en recul de 6 points en un an, à +7, ce qui le ramène au niveau de 2013 (+6), bien en dessous de ceux du début de la décennie (+23 en 2011 et +20 en 2012).
D'un point de vue sectoriel, la croissance des effectifs employés au sein de l'Hexagone resterait soutenue dans les Services, l'indicateur prévisionnel gagnant 1 point sur un an, à +18. En revanche, elle serait très faible dans l'Industrie (+3, après +10) et le groupe « Commerce, Transports et Hébergement » (+4, contre +13 en 2014).

- **LES PRÉVISIONS D'AUGMENTATION DES EFFECTIFS SALARIÉS EN FRANCE SONT PLUS FORTES QUE LA MOYENNE DANS LES ETI PRÉSENTANT LES CARACTÉRISTIQUES SUIVANTES :**
  (SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

…mais rester soutenue à l'étranger

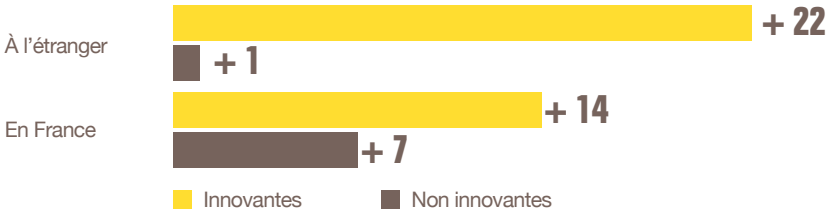
L'indicateur prévisionnel d'évolution des effectifs consolidés hors de France se maintient à un palier haut, à +11, après +12 en 2014.
Il est toujours le plus élevé dans l'Industrie, à +21 (idem en 2014), assez au-dessus de celui des Services, à +14 (contre +9).

- **TRÈS LOGIQUEMENT, L'INDICATEUR PRÉVISIONNEL D'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS À L'ÉTRANGER CULMINE DANS LES ENTREPRISES TRÈS INTERNATIONALISÉES :**
  (SOLDE D'OPINION EN %)

Base : échantillon redressé.
Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Les ETI classées innovantes ont des anticipations de croissance de leurs effectifs consolidés plus élevées que les non innovantes, tant à l'étranger qu'en France.

- **INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE CROISSANCE DES EFFECTIFS SELON LE CARACTÈRE INNOVANT DES ETI**



Base : échantillon redressé.
Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Pour résumer, on note deux dynamiques différentes. Les ETI de l'Industrie vont bien et pensent accroître leurs effectifs mais principalement en dehors de l'Hexagone à ce stade. À l'opposé, l'activité étant moins allante chez les ETI du Commerce, des Transports et du Tourisme, celles-ci ne prévoient guère d'augmenter leurs effectifs, ni en France, ni à l'étranger.

04.

SITUATION FINANCIÈRE

LES TRÉSORERIES ONT ÉTÉ ASSEZ SOUPLES EN 2014 ET DEVRAIENT LE DEMEURER EN 2015

La situation de la trésorerie en 2014 est considérée « aisée » par 21 % des ETI et « difficile » par 20 % d'entre elles. L'indicateur passé de la trésorerie se maintient donc à +1, tout comme en mars 2014.

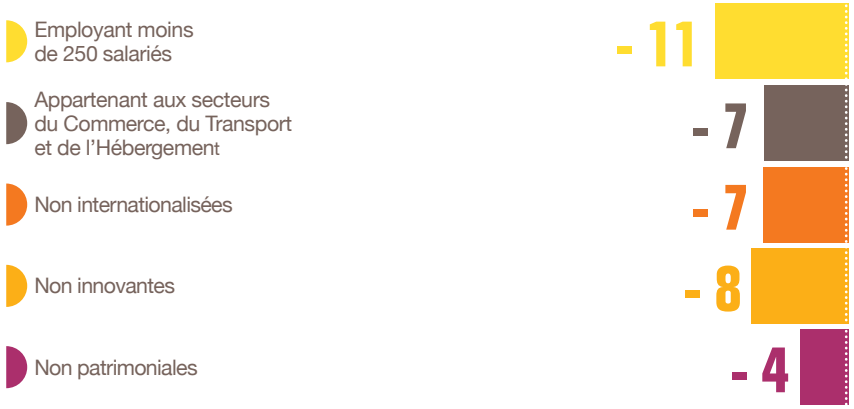
- **SELON CET INDICATEUR, LA TRÉSORERIE PASSÉE EST INFÉRIEURE À LA MOYENNE DANS LES ETI PRÉSENTANT AU MOINS UNE DES CARACTÉRISTIQUES SUIVANTES :**
  (SOLDE D'OPINION EN %)

Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Les ETI dans leur ensemble tablent sur une stabilité de la situation de trésorerie en 2015, avec un indicateur prévisionnel à +1, contre +4 début 2014.

- **L'INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE LA TRÉSORERIE EST CEPENDANT NÉGATIF POUR LES ETI SUIVANTES :**
  (SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

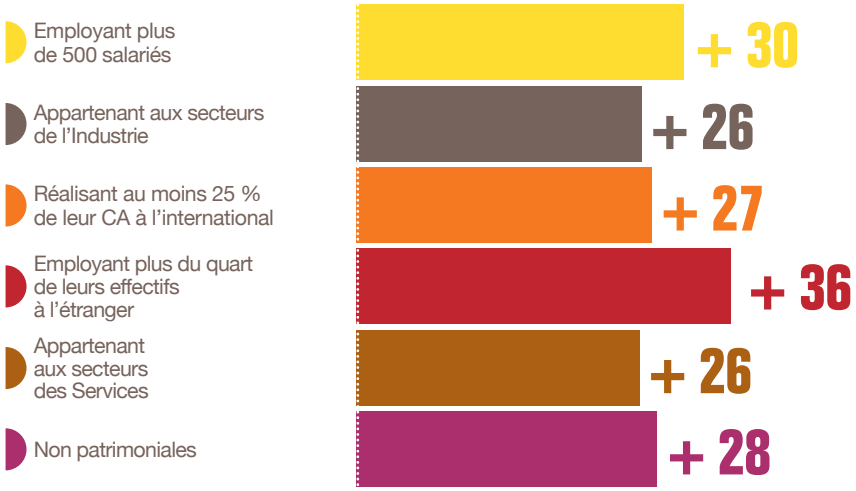
05.

CROISSANCE INTERNE

LES INVESTISSEMENTS ONT ÉTÉ ASSEZ DYNAMIQUES EN 2014 ET DEVRAIENT POURSUIVRE LEUR CROISSANCE EN 2015

Les ETI ont été interrogées sur l'évolution du volume global de leurs investissements physiques[1] et immatériels[2] de 2014 par rapport à ceux de 2013. Ils ont augmenté pour 39 % des entreprises et diminué pour 18 %, ce qui donne un indicateur des investissements passés à +21, en hausse de 8 points sur un an et dans la moyenne de long terme (+21,6), porté notamment par la hausse des investissements industriels et dans les Services (+14 points).

- **SELON CET INDICATEUR, LES INVESTISSEMENTS INTERNES ONT CONNU LA CROISSANCE LA PLUS VIVE EN 2014 DANS LES ETI AYANT AU MOINS UNE DES CARACTÉRISTIQUES SUIVANTES :**
  (SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

- **À L'OPPOSÉ, LA PROGRESSION DES INVESTISSEMENTS INTERNES A ÉTÉ PLUS MODÉRÉE EN 2014 POUR LES ENTREPRISES :**
  (SOLDE D'OPINION EN %)

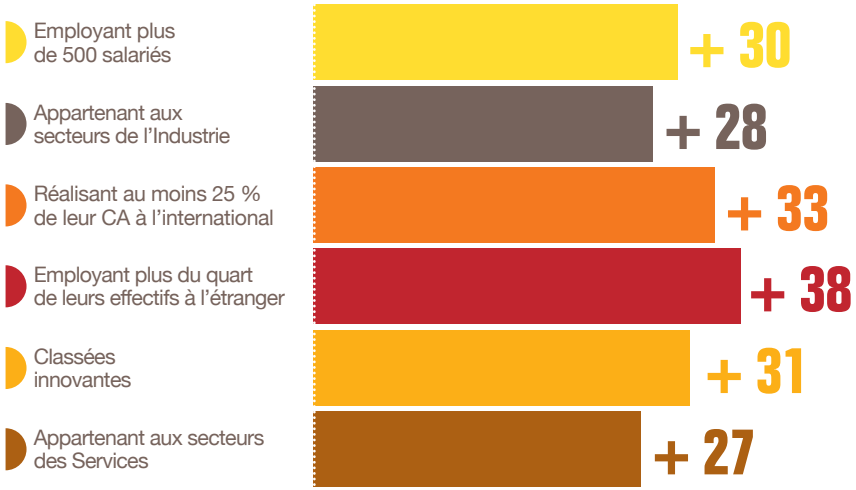
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

[1] Investissements physiques : immobilier, outil de production…
[2] Investissements immatériels : R&D, formation, labels…

Les intentions de développement des investissements de croissance interne en 2015 sont de nouveau en hausse, l'indicateur prévisionnel pour l'année en cours gagnant 3 points sur un an, à +20 (moyenne sur la décennie de +18). Là encore, le redressement des anticipations concerne les services et l'industrie, et de manière générale, les entreprises innovantes.

- **L'INDICATEUR PRÉVISIONNEL D'INVESTISSEMENT EST LE PLUS ÉLEVÉ DANS LES ETI :**
  (SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Les intentions d'investissement sont encore modérées chez les ETI de moins de 500 salariés (indicateur prévisionnel à +12) mais assez volontaristes chez les ETI familiales (+22). Elles restent négatives dans le secteur de la Construction (-14).

06.

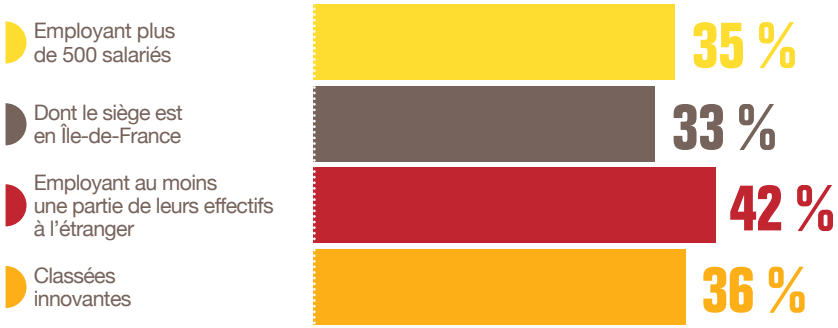
CROISSANCE EXTERNE

CRÉATIONS DE FILIALES ET PRISES DE PARTICIPATION EN HAUSSE, TANT EN FRANCE QU'À L'ÉTRANGER

Un peu plus du quart des ETI a créé au moins une filiale en 2014

Dans leur ensemble, 27 % des ETI nationales ont créé au minimum une nouvelle filiale en 2014, contre 23 % en 2013, indépendamment de la localisation en France ou à l'étranger.

- **LE TAUX DE CRÉATION D'AU MOINS UNE FILIALE EST SUPÉRIEUR À LA MOYENNE POUR LES ETI DES CATÉGORIES SUIVANTES :**
  (SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Un quart des ETI a des projets de création de nouvelles filiales en 2015

24 % des ETI envisagent de créer au moins une nouvelle filiale en 2015, à comparer à 25 % en 2014. La proportion est indépendante du secteur d'activité.

- **ELLE EST SUPÉRIEURE À LA MOYENNE DANS LES ENTREPRISES AYANT LES CARACTÉRISTIQUES SUIVANTES :**
  (SOLDE D'OPINION EN %)

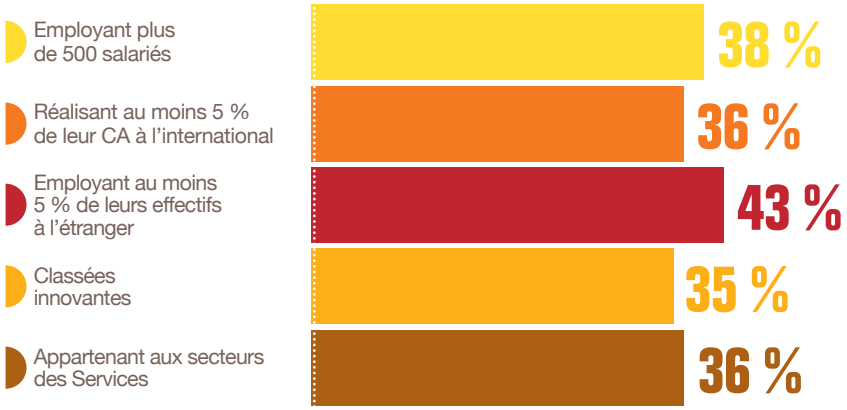
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Trois ETI sur dix ont pris des participations dans d'autres entreprises en 2014…

29 % des ETI ont pris des participations dans au moins une autre entreprise en 2014, contre 25 % en 2013.

- **LA PROPORTION EST PLUS ÉLEVÉE DANS LES CATÉGORIES SUIVANTES :**
  (SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

…et 35 % pensent prendre de nouvelles participations en 2015

Cette proportion est en hausse de 3 points par rapport à 2014.

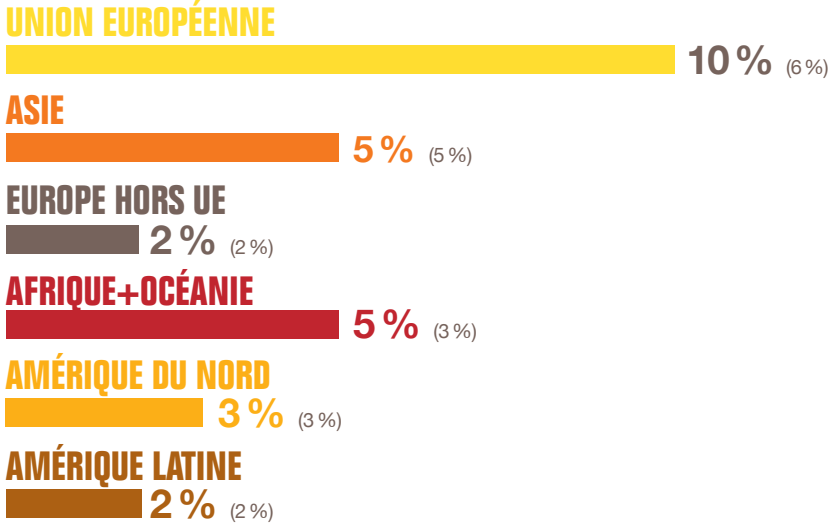
- **LES PROJETS DE PRISES DE NOUVELLES PARTICIPATIONS SONT PLUS FRÉQUENTS DANS LES CATÉGORIES SUIVANTES :**
  (SOLDE D'OPINION EN %)

Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

17 % des ETI ont un projet ferme de création de filiale ou de prise de participations à l'étranger

- **RÉPARTITION DES 17 % D'ETI AYANT UN OU PLUSIEURS PROJETS À L'ÉTRANGER PAR ZONE D'IMPLANTATION**
  (Rappel pour 14 % en 2014)



Lecture : 10 % des ETI ont un projet à court terme dans l'UE, contre 6 % en 2014

Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

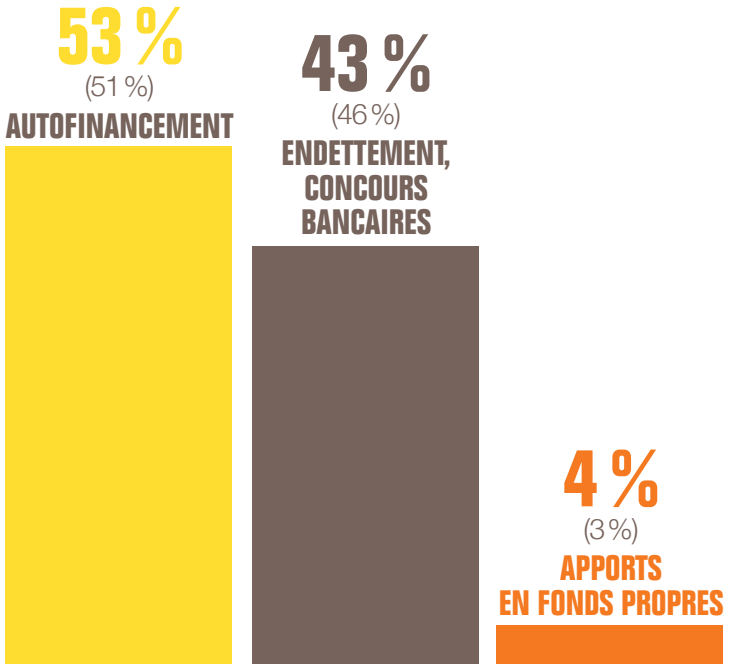
L'Union européenne demeure, plus que jamais, la première zone d'implantation recherchée, 10 % des ETI y ayant un projet de croissance externe. Viennent ensuite l'Asie et l'Afrique, cette dernière enregistrant une progression notable, ciblées chacune par 5 % des ETI.

Parmi ces 17 % d'ETI ayant des projets fermes d'implantation à l'international, quatre sur cinq disposent déjà d'au moins une filiale ou d'un partenariat à l'étranger.

Un peu plus de la moitié des investissements de croissance de 2014 ont été autofinancés…

L'endettement et les concours bancaires classiques ont couvert 43 % en moyenne des besoins de financement des investissements de croissance réalisés en 2014, soit 3 points de moins qu'en 2013.
L'autofinancement a progressé de 2 points, à 53 %, tandis que les apports en fonds propres ont accru leur part relative de 1 point, à 4 %.

- **PLAN DE FINANCEMENT MOYEN DES INVESTISSEMENTS DE CROISSANCE RÉALISÉS PAR LES ETI EN 2014**
  (rappel en 2013)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

…et les ETI souhaitent recourir sensiblement plus à l'endettement et aux concours bancaires en 2015

Les investissements de croissance, tant interne qu'externe, sont prévus en hausse significative en 2015, ce qui devrait concourir à l'augmentation des besoins de financement des ETI.
Dans un contexte de coût du crédit exceptionnellement bas, et de trésoreries parfois un peu tendues, les ETI souhaitent réduire la part de l'autofinancement au profit de l'endettement financier et des concours bancaires classiques. En effet, 24 % voudraient augmenter la part relative de ces concours financiers et 10 % seulement la diminuer, ce qui donne un indicateur prévisionnel à + 14.

Pour sa part, l'indicateur prévisionnel d'utilisation de l'autofinancement ressort à - 11, tandis qu'il est légèrement positif pour le recours aux fonds propres, à + 1.

07.

FINANCEMENTS EXTERNES

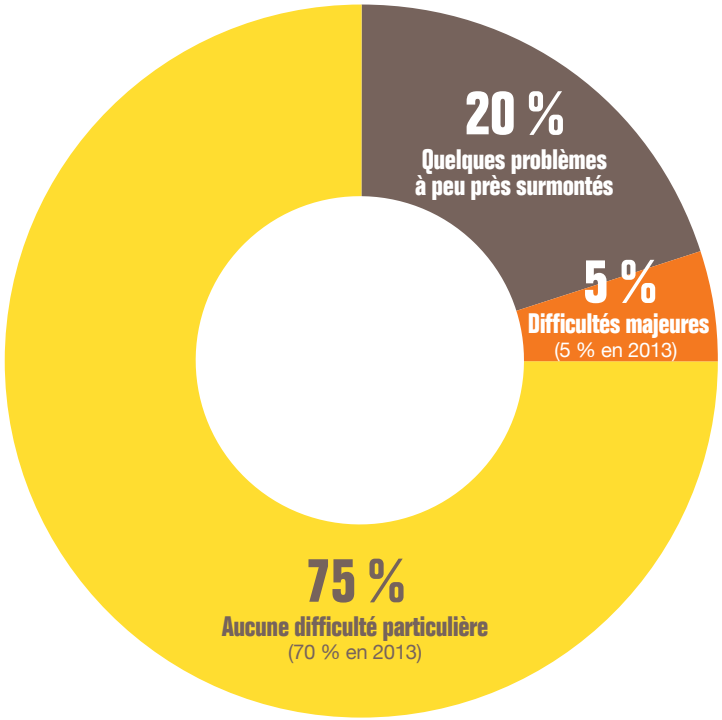
LES ETI OBTIENNENT LE PLUS SOUVENT LES CONCOURS FINANCIERS QUI LEUR SONT NÉCESSAIRES

Seules 5 % des ETI ont eu des difficultés majeures d'accès au crédit en 2014, comme en 2013

Les entreprises ont été interrogées sur les difficultés qu'elles ont pu rencontrer dans l'accès aux concours bancaires de trésorerie ou à l'investissement au cours de l'année précédente.
En 2014, 3 % des ETI n'ont pu obtenir aucune facilité de la part des banques pour financer leur exploitation courante, proportion identique à celle de l'année précédente.

D'un autre côté, 3 % des ETI ont dû annuler ou reporter leurs projets d'investissement en 2014, au lieu de 4 % en 2013, faute d'appui de la part des établissements de crédit.

- **NIVEAU DE DIFFICULTÉS RENCONTRÉES EN 2014 PAR LES ETI POUR FINANCER LEUR TRÉSORERIE OU LEURS PROJETS D'INVESTISSEMENT :**
(rappel en 2013)



Base : échantillon redressé.

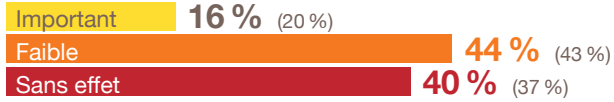
Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Les freins au développement s'atténuent de façon significative

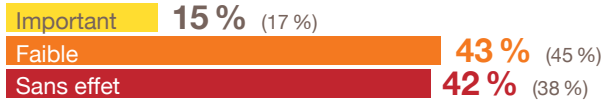
Les ETI ont été amenées à donner leur appréciation sur quatre types d'obstacles possibles au développement de leur entreprise : « le manque de fonds propres », « l'endettement excessif », « le resserrement des conditions d'accès au crédit » et « la réduction des marges ». Ils sont tous un peu moins fortement ressentis qu'en 2014.
Les trois premiers facteurs, purement financiers, sont considérés comme un frein important par une ETI sur six seulement, au lieu de une sur cinq précédemment. La réduction des marges d'exploitation demeure l'obstacle majeur au développement de l'entreprise, même si ce frein se relâche légèrement (55 % des ETI, contre 58 % en 2014).

• **APPRÉCIATION DES FREINS AU DÉVELOPPEMENT EN AVRIL 2015**
(rappel en mars 2014)

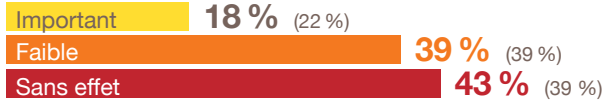
MANQUE DE FONDS PROPRES



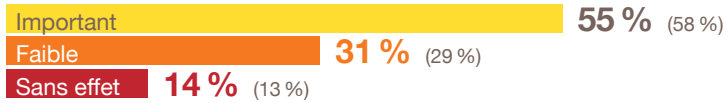
ENDETTEMENT EXCESSIF



RESSERREMENT DES CONDITIONS D'ACCÈS AU CRÉDIT



RÉDUCTION DES MARGES



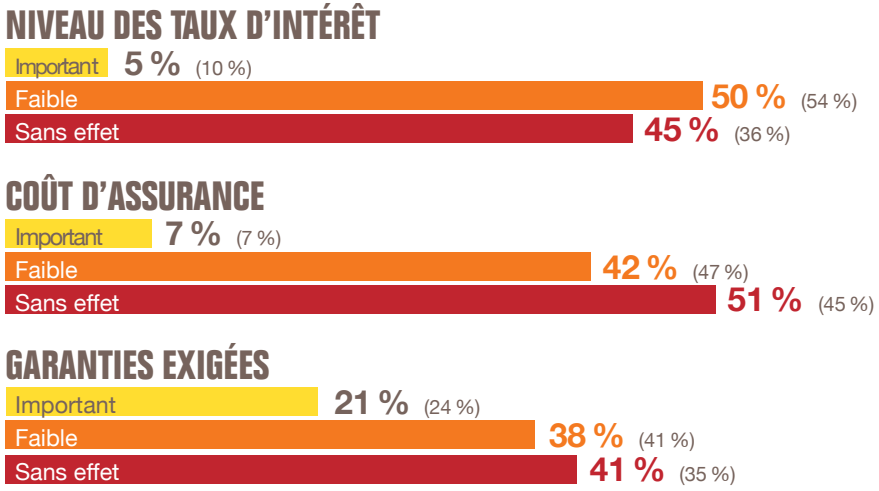
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Les contraintes d'accès au crédit se relâchent

En ce qui concerne l'accès aux concours bancaires à court terme, seule la demande de garanties pèse de façon significative, avec 21 % de citations mais s'inscrit en recul par rapport à l'an passé (24 % en 2014), à l'instar des autres contraintes (coût d'assurance, taux).

- **APPRÉCIATION DES CONTRAINTES LIÉES AUX PRÊTS À COURT TERME EN AVRIL 2015**
  (rappel en mars 2014)

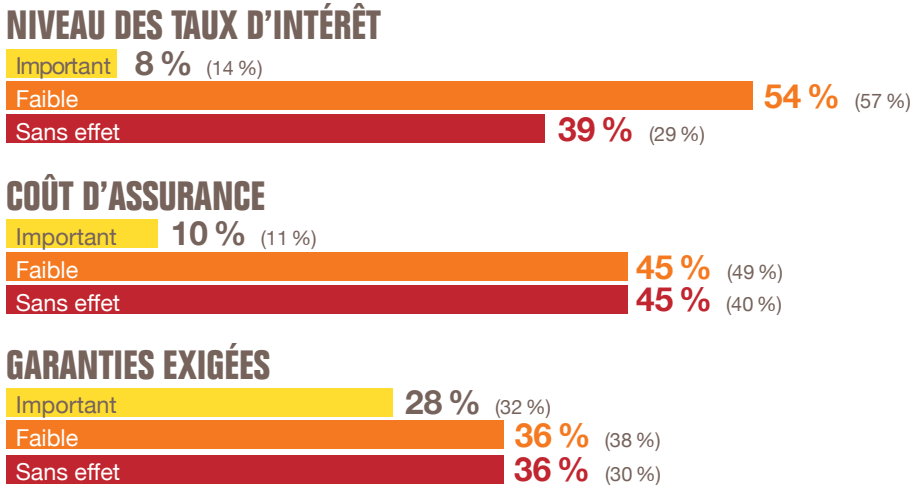


En matière d'accès aux prêts bancaires à l'investissement, le jugement des ETI s'améliore également significativement.

Les garanties exigées pour la mise en place des concours sont jugées pesantes par 28% des ETI, contre 32 % en 2013.

Le niveau des taux d'intérêt et le coût additionnel d'assurance des crédits bancaires à l'investissement sont jugés pénalisants par seulement une ETI sur dix, proportion en légère baisse sur un an.

- **APPRÉCIATION DES CONTRAINTES LIÉES AUX PRÊTS À MOYEN ET LONG TERME EN AVRIL 2015**
  (rappel en mars 2014)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

MÉTHODOLOGIE

Ces résultats proviennent de la 5e enquête de conjoncture menée conjointement par la **DGE** et **Bpifrance** auprès des entreprises de taille intermédiaire (ETI) nationales[1], en avril 2015. Cette enquête initiée en 2011 est actualisée chaque année.

Définition des ETI

La nouvelle catégorie des **entreprises de taille intermédiaire** a été introduite par la loi de modernisation de l'économie d'août 2008, et précisée par le décret de décembre 2008. Ce sont les entreprises qui n'appartiennent pas à la catégorie des **petites et moyennes entreprises[2],** et qui :

- d'une part, occupent moins de 5 000 personnes ;
- d'autre part, ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5 Md€ ou un total du bilan annuel n'excédant pas 2 Md€.

Elles se situent donc entre les PME et les **grandes entreprises (GE).**

Périmètre de l'étude

La population de référence des 3 058 ETI nationales qui ont servi de base à cette enquête, est composée des 742 ETI ayant répondu à l'enquête de conjoncture 2014 et de 2 316 entreprises qualifiées « ETI »[3] par la **DGE.**

(1) ETI dont la tête de groupe est en France.

(2) Entreprises employant moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 M€ ou le bilan annuel 43 M€.

(3) Les entreprises ont été sélectionnées à partir des bases INSEE.

Échantillon d'analyse et méthode de redressement

Un questionnaire a été adressé à ces entreprises fin mars 2015. Sur les 644 questionnaires reçus avant le 29 avril, 483 ont été validés pour constitution de l'échantillon d'analyse.

Ont été écartées les entreprises hors critères ETI et celles dont le questionnaire était incomplet ou mal rempli.

Cet échantillon a été redressé en fonction des 3 critères :

- taille ;
- secteur d'activité ;
- région.

L'analyse porte sur les données consolidées lorsqu'il y en a d'établies (78% de l'échantillon), sinon sur les données sociales de l'entreprise répondante.

Indicateur ou solde d'opinion

Les indicateurs calculés en solde d'opinion sont d'usage classique dans les enquêtes de conjoncture pour suivre dans le temps l'évolution de l'appréciation des principaux paramètres socio-économiques (activité, emploi, exportations, investissements…) et financiers (trésorerie, accès au crédit…).

Ils correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- Indicateurs en évolution = [(% « en hausse ») – (% « en baisse »)] X 100
- Indicateurs en niveau = [(% « aisé ») – (% « difficile »)] X 100

SERVIR
L'AVENIR

Réf. : 6802-06